

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-262 DU 5 MAI 2011
RELATIF AU NOUVEL ÂGE DE LA RETRAITE AU 1^{ER} JUILLET 2011

NOR : ASET1150772M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME,

D'une part, et

L'union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;

L'union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC ;

L'union des cadres et ingénieurs CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les annexes I, IV et V à la convention sont modifiées comme ci-après :

ANNEXE I

Article 4 *bis*

Le 1^{er} alinéa est modifié comme suit :

« Le salarié qui exerce une activité à temps partiel dans le cadre de l'article L. 351-15 du code de la sécurité sociale, relatif à la retraite progressive, reçoit une partie de son allocation [...] ».

Le reste de l'alinéa est sans changement.

Le 2^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« Les cotisations, tant patronales que salariales, correspondant au salaire perçu au titre de l'activité partielle accomplie dans le cadre de la retraite progressive, permettent l'acquisition de droits postérieurement à la liquidation de la partie d'allocation susvisée. »

Le reste de l'article est sans changement.

Article 6

Le paragraphe 1^{er} est désormais libellé comme suit :

« L'âge de la retraite dans le régime géré par l'AGIRC est égal à celui visé au 1^o de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale (dans la rédaction au 18 mars 2011 de l'article L. 351-8-1^o et de l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale auquel celui-ci se réfère).

Toutefois, les participants peuvent demander à bénéficier de leur allocation AGIRC au plus tôt 10 ans avant l'âge visé au 1^{er} alinéa du présent article.

Si la liquidation intervient 10 ans avant cet âge, les points de retraite inscrits au compte de l'intéressé sont affectés du coefficient 0,43.

Le tableau ci-après indique le montant des coefficients d'anticipation applicables en fonction de l'âge de départ en retraite (âge visé au 1^{er} alinéa du présent article dont on soustrait la durée de l'anticipation).

ÂGE VISÉ au 1 ^{er} alinéa de l'art. 6	COEFFICIENT d'anticipation
Moins 10 ans	0,43
Moins 9 ans 3 trimestres	0,4475
Moins 9 ans 2 trimestres	0,465
Moins 9 ans 1 trimestre	0,4825
Moins 9 ans	0,5
Moins 8 ans 3 trimestres	0,5175
Moins 8 ans 2 trimestres	0,535
Moins 8 ans 1 trimestre	0,5525
Moins 8 ans	0,57
Moins 7 ans 3 trimestres	0,5875
Moins 7 ans 2 trimestres	0,605
Moins 7 ans 1 trimestre	0,6225
Moins 7 ans	0,64
Moins 6 ans 3 trimestres	0,6575
Moins 6 ans 2 trimestres	0,675
Moins 6 ans 1 trimestre	0,6925
Moins 6 ans	0,71

ÂGE VISÉ au 1 ^{er} alinéa de l'art. 6	COEFFICIENT d'anticipation
Moins 5 ans 3 trimestres	0,7275
Moins 5 ans 2 trimestres	0,745
Moins 5 ans 1 trimestre	0,7625
Moins 5 ans	0,78
Moins 4 ans 3 trimestres	0,7925
Moins 4 ans 2 trimestres	0,805
Moins 4 ans 1 trimestre	0,8175
Moins 4 ans	0,83
Moins 3 ans 3 trimestres	0,8425
Moins 3 ans 2 trimestres	0,855
Moins 3 ans 1 trimestre	0,8675
Moins 3 ans	0,88
Moins 2 ans 3 trimestres	0,89
Moins 2 ans 2 trimestres	0,9
Moins 2 ans 1 trimestre	0,91
Moins 2 ans	0,92
Moins 1 an 3 trimestres	0,93
Moins 1 an 2 trimestres	0,94
Moins 1 an 1 trimestre	0,95
Moins 1 an	0,96
Moins 3 trimestres	0,97
Moins 2 trimestres	0,98
Moins 1 trimestre	0,99

Les coefficients ci-dessus ne s'appliquent pas en cas de liquidation des allocations intervenant dans les conditions prévues par l'article 8, paragraphe 2, et l'article 9 de la présente annexe et par l'annexe V à la présente convention. »

Le paragraphe 2 est inchangé.

Au paragraphe 3, dans le *a*, intitulé « Date d'effet de l'allocation », le 2^e alinéa est modifié comme suit :

« La liquidation des droits, si elle est demandée à partir de l'âge visé au 1^{er} alinéa du présent article, doit être opérée sur les tranches B et C (s'il y a lieu) à la même échéance. La liquidation au titre de la tranche C, demandée avant cet âge, est subordonnée à celle des droits en tranche B. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 8

Le paragraphe 1^{er} est modifié ainsi qu'il suit :

Les 6^e, 7^e, 8^e et 9^e alinéas sont désormais libellés comme suit :

« Pour les bénéficiaires d'une pension d'invalidité, d'une rente allouée en réparation d'un accident du travail (ou d'une maladie professionnelle) ou d'une pension de guerre, l'attribution des droits au titre du présent article cesse :

- lorsque le taux d'incapacité devient inférieur à 50 % ;
- ou lorsque l'intéressé obtient, avant l'âge visé au 1^{er} alinéa de l'article 6 de la présente annexe, une pension vieillesse pour inaptitude auprès du régime général de sécurité sociale ;
- ou à la date d'effet de la liquidation de l'allocation AGIRC et, au plus tard, à l'âge visé au 1^{er} alinéa de l'article 6 de la présente annexe. »

Le reste du paragraphe 1^{er} est inchangé.

Dans le paragraphe 2, les 4 premiers alinéas sont remplacés par un alinéa, libellé ainsi qu'il suit :

« Le participant qui est reconnu inapte au travail, selon la définition visée à l'article L. 351-7 du code de la sécurité sociale, et qui a fait liquider sa pension de base au titre de l'article L. 351-8-2° de ce même code, peut demander la liquidation de son allocation sans qu'il lui soit fait application du coefficient d'anticipation prévu à l'article 6 de la présente annexe. »

Le 5^e alinéa, qui devient le 2^e, est inchangé.

Le 6^e alinéa, qui devient le 3^e, est modifié comme suit :

« Le participant, qui a obtenu la liquidation de son allocation avant l'âge visé au 1^{er} alinéa de l'article 6 de la présente annexe avec un coefficient [...] ».

Le reste de l'alinéa est sans changement.

Le paragraphe 3 est inchangé.

Article 9

Le 1^{er} alinéa est remplacé par les 2 alinéas suivants :

« Les anciens déportés ou internés titulaires de la carte de déporté ou interné de la résistance ou de la carte de déporté ou interné politique, ayant fait liquider leur pension de base au titre de l'article L. 351-8-3° du code de la sécurité sociale, peuvent obtenir leur retraite complémentaire sans application des coefficients d'anticipation prévus à l'article 6 de la présente annexe.

Les anciens combattants et prisonniers de guerre peuvent obtenir, sans application de coefficients d'anticipation, la liquidation de leurs droits dans les conditions d'âge et de durée de captivité ou de service actif analogues à celles retenues par le régime général de la sécurité sociale au titre des articles L. 351-8-5°, D. 351-1 et D. 351-2 du code de la sécurité sociale. »

Le 2^e alinéa, qui devient le 3^e, est modifié comme suit :

« Ces dispositions ne sauraient faire échec à l'application des règles prévues par l'article 6 de la présente annexe en ce qu'elles subordonnent [...] ».

Le reste de l'alinéa est inchangé.

Le 3^e alinéa, qui devient le 4^e, est désormais libellé comme suit :

« Ceux des participants, visés au présent article, qui ne demanderaient pas la liquidation de leurs allocations AGIRC, ne pourront plus se voir attribuer des points de retraite au titre de l'article 8 de la présente annexe. »

ANNEXE IV

Article 7

Le début du paragraphe 1^{er} est modifié comme suit :

« Dans le cas où, lors de sa cessation d'activité à l'âge visé au 1^{er} alinéa de l'article 6 de l'annexe I (ou à un âge inférieur dans le cas d'incapacité au travail prévu à l'article 8, paragraphe 2, de l'annexe I ou d'application de l'article 9 de cette même annexe comme d'application de l'annexe V), ou à un âge ultérieur, le VRP pouvant prétendre à [...] ».

Le reste est sans changement.

ANNEXE V

Le titre est désormais le suivant :

« Application par le régime AGIRC de l'accord du 18 mars 2011 relatif aux retraites complémentaires AGIRC, ARRCO, AGFF (1) ».

Il est créé, à la fin du titre, un renvoi (1) libellé comme suit :

« (1) Les dispositions de la présente annexe s'appliquent sur la base de la rédaction au 18 mars 2011 de l'ensemble des dispositions législatives qui y sont visées, pour toute liquidation prenant effet à compter du 1^{er} juillet 2011. »

Le préambule et l'article 1^{er} sont inchangés.

L'article 2 est désormais libellé comme suit :

« Pour bénéficier des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, les intéressés doivent :

- avoir un âge compris entre celui fixé par l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale et celui visé au 1^o de l'article L. 351-8 de ce code ;
- justifier de la durée d'assurance visée au 2^e alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, nécessaire pour bénéficier d'une pension d'assurance vieillesse à taux plein ;
- avoir fait liquider, en application des articles L. 351-1 du code de la sécurité sociale ou L. 742-3 du code rural, leur pension d'assurance vieillesse auprès du régime général de la sécurité sociale ou du régime des assurances sociales agricoles ;
- avoir versé les cotisations ASF et AGFF fixées par les accords successifs des partenaires sociaux depuis celui du 4 février 1983. »

L'article 2 *bis* est désormais libellé comme suit :

« Par dérogation aux conditions d'âge et de durée d'assurance prévues à l'article précédent, peuvent prétendre au bénéfice de la présente annexe avant l'âge visé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale les participants au régime ayant fait liquider leur pension d'assurance vieillesse à taux plein en application :

- de l'article L. 351-1-1 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 742-3 du code rural, sous réserve que soient remplies les conditions fixées par les articles D. 351-1-1 à D. 351-1-3 du

code de la sécurité sociale, relatifs aux salariés ayant commencé à travailler jeunes et ayant eu une longue carrière ;

- de l'article L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 742-3 du code rural, sous réserve que soient remplies les conditions fixées par les articles D. 351-1-5 et D. 351-1-6 du code de la sécurité sociale, relatifs aux assurés handicapés ;
- de l'article L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 742-3 du code rural, sous réserve que soient remplies les conditions fixées par les articles D. 351-1-8 à D. 351-1-10, relatifs à la " pénibilité " ;
- de l'article 87 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites (cessation anticipée pour les " travailleurs de l'amiante "). »

Il est créé un article 2 *ter* libellé ainsi qu'il suit :

« Par dérogation aux conditions d'âge et de durée d'assurance prévues à l'article 2, peuvent prétendre au bénéfice de la présente annexe à l'âge de 65 ans les participants au régime ayant fait liquider leur pension d'assurance vieillesse à taux plein en application du 1° *bis* ou du 1° *ter* de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale, ou des paragraphes III et IV de l'article 20 de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites (ou en application, s'agissant des salariés relevant du régime des assurances sociales agricoles, de l'avant-dernier alinéa de l'article 20 de la loi précitée). »

Article 3

Le 1^{er} alinéa est désormais libellé comme suit :

« Les salariés ayant un âge compris entre celui fixé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale et celui visé au 1° de l'article L. 351-8 de ce code, ayant fait liquider leur pension d'assurance vieillesse, dans le cadre de la retraite progressive, en application de l'article L. 351-15 de ce code, peuvent bénéficier d'une partie de leur allocation dans le cadre de la présente annexe. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 4

Le 1^{er} alinéa est désormais libellé comme suit :

« Les personnes ayant un âge compris entre celui fixé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale et celui visé au 1° de l'article L. 351-8 de ce code, justifiant d'une durée d'assurance inférieure de 20 trimestres au plus à celle visée au 2° alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, peuvent également faire liquider leur retraite par anticipation dans le cadre de la présente annexe. »

Dans le 2° alinéa, les termes « âge de 65 ans » sont remplacés par « âge visé au 1^{er} alinéa de l'article 6 de l'annexe I ».

La fin du 2° alinéa est modifiée comme suit :

« [...] après application du coefficient d'anticipation correspondant à l'âge atteint par l'intéressé lors de la liquidation de son allocation. »

Il est créé un 3° alinéa libellé comme suit :

« Cette opération est subordonnée à la liquidation de la pension d'assurance vieillesse par les régimes de base visés à l'article 2 ci-dessus. »

Article 5

Le 1^{er} alinéa est désormais libellé comme suit :

« Bénéficient également des dispositions de la présente annexe les participants de l'AGIRC relevant de la profession minière et comptant le nombre de trimestres visé au 2^e alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale au titre : ».

Les 2 alinéas suivants sont inchangés.

Le 4^e et dernier alinéa est supprimé.

Article 2

Les dispositions du présent avenant s'appliquent aux allocations AGIRC prenant effet à compter du 1^{er} juillet 2011.

Fait à Paris, le 5 mai 2011.

(Suivent les signatures.)